

Document

Et ils pompaient, pompaient... la valeur créée par d'autres : quand les salaires de la finance continuent à creuser l'écart avec le reste de l'humanité

(Atlantico.fr)

19 octobre 2012

En 2011, les "golden boy" de Wall Street portaient toujours bien leur nom. Le rapport annuel du cabinet de l'inspecteur de l'Etat de New York, en charge d'auditer les opérations du gouvernement, vient de sortir et le site d'information américain *Business Week* en a publié les données les plus frappantes. Alors que l'industrie de la finance remet petit à petit en question sa politique de ressources humaines, il ressort de ce rapport qu'un employé du secteur de la finance gagne toujours cinq fois plus qu'un New Yorkais moyen.

Certes, c'est un peu moins qu'en 2007, au moment où le secteur en était à son apogée avant de traverser la crise qu'on lui connaît. A l'époque un "Wall streeteur" gagnait 6,3 fois plus qu'un "Main streeteur". Au cours des trois dernières décennies l'écart entre le salaire moyen dans l'industrie de la finance et le salaire moyen des autres industries relevant du secteur privé, n'a cessé de se creuser. En 1981, le salaire moyen d'un golden boy n'était que de deux fois supérieur à celui du reste du secteur privé.

Cette évolution peut paraître d'autant plus injustifiée que l'industrie de la finance n'est guère plus efficace qu'en 1910, alors même que l'apparition des ordinateurs, des téléphones et des logiciels de trading devrait avoir rendu l'industrie financière beaucoup plus performante.

De nombreux économistes, emmenés notamment par Paul Krugman, l'un des éditorialistes vedettes du *New York Times*, prix Nobel d'économie en 2008, se demande si le système actuel est vraiment plus efficace pour autant et si l'industrie financière, qui absorbe une part grandissante des revenus nationaux, contribue réellement à une création de richesse accrue.

Thomas Philippon, professeur de finance à la Stern School of Business de New York, y apporte une réponse originale, en se basant sur la théorie macroéconomique.

"Le modèle néoclassique prévoit que, dans la plupart des cas, les innovations technologiques entraînent la diminution du poids d'un secteur économique dans le PIB d'un pays", explique-t-il. "Cette prévision se vérifie dans le secteur de la finance de détail. Grâce à l'informatique, le coût de l'achat et de la conservation des actifs financiers a diminué, ce qui devrait avoir diminué le coût de l'intermédiation (c'est-à-dire l'ensemble des sommes versées pour rémunérer les intermédiaires dans le secteur de la finance, NLDR)".

Et pourtant, note-t-il, ça n'est absolument pas le cas. Entre 1970 et 2011, les dépenses en équipement informatique et la part du secteur de la finance dans le PIB américain ont augmenté dans les mêmes proportions, alors que dans tous les autres secteurs d'échanges commerciaux, c'est l'inverse qui s'est produit.

Pour lui, l'explication est simple : *"l'innovation technologique dans le domaine de la finance a été utilisée pour développer des marchés secondaires, comme le trading".* Si le coût des échanges a baissé, le coût de la gestion de ces échanges a augmenté.

Et à la question : "*L'augmentation du trading a-t-elle conduit à de meilleurs prix ou à une meilleure gestion des risques ?*", sa réponse n'est pas encourageante :

"J'aimerais croire que la réponse à cette seconde question est oui, mais j'en attends toujours la preuve. S'il s'avère que la réponse est non, alors nous devrions conclure que la part que représente la finance dans le PIB est de 2 points trop haute, ce qui représente aux Etats-Unis seulement une perte des ressources de 280 milliards de dollars environ".

Un calcul qui apporte de l'eau au moulin de ceux qui mettent en doute l'efficacité du système financier sous la forme actuelle, et la place centrale qu'il a acquis dans nos économies.